Échos du 1er Mai (p. 3)

COMMUNISTES

Pour une union populaire de la gauche et des écologistes rassemblés ! (p. 5)

Vidéo

Fabien Roussel invité de la matinale de France inter

Sujet d'inquiétude

Les élections passent, les soucis restent : selon le sondage CSA pour *le JDD*, réalisé le 27 avril, à la question : « Parmi les sujets suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent le plus personnellement ? », 46 % répondent le pouvoir d'achat. « C'est une préoccupation transversale, estime une directrice du CSA. Quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle, il apparaît comme un sujet d'inquiétude majeur pour les Français. » Loin devant la guerre en Ukraine ou la santé, loin devant aussi l'insécurité. À propos de ce dernier sujet, *le JDD* a ce curieux commentaire : « L'insécurité est pourtant une préoccupation qui est très sensible aux séquences électorales, mais la sauce n'a pas pris pendant la campagne. » ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2022 (cliquez)

Je verse :.....€

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

En Marche ! **Vers le carnage social**

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaitre vos initiatives, faites le savoir par mail à Léna Mons <lmons@pcf.fr>

5 mai, à partir de 18h30 : Conférence sur le résistant Pierre-Charles Toureille, pasteur reconnu Juste parmi les Nations. Animée par Jean Vacher, maître de conférences. Atelier de l'Histoire à Pierres-Vives, Montpellier (34)

6 mai, à partir de 19 h : Conférence-débat « *Mémoire des conflits et conflits des mémoires en salle de classe* », analyse comparée entre l'enseignement de la Nakba en Israël / Palestine et l'enseignement de la guerre d'Algérie en France, avec Lamia Mellal, doctorante en science politique. Salle de la Poterne, Sens (89)

8 mai, à partir de 14 h : La librairie associative Livres en luttes organise une rencontre-débat sur le 8 mai 1945 avec la participation des historiens Jean-Numa Ducange et Jean Vigreux et de Pierre Thorez. Théâtre Jean-Vilar, Vitry-sur-Seine (94)

12 mai, à partir de 18h30 : Conférence-débat « *Nice, une enclave de liberté au XIXe et première moitié du XXe siècle* », avec Véronique Thuin, professeure agrégée et docteure en histoire. Amphithéâtre de la Maison des Associations, Nice (06)

14 mai, à partir de 11 h : Fête de l'Humanité 67e : débats, concerts, spectacles... Salle du Manège, Strasbourg (67)

16 mai, à partir de 20 h : Projection du film Le jeune Karl Marx, suivi d'un débat. Cinéma de Lunéville (54)

21 mai : Fête fédérale du Lot, plus d'informations à venir. Francoulès (46)

Jusqu'au 19 juin : Exposition « *Le rire de Cabu* », à l'occasion de la journée de la liberté de la presse. Du mardi au dimanche, entrée gratuite. Hôtel de région, Montpellier (34)

24 & 25 juin : Fête du Travailleur alpin. Billets en vente sur fete.travailleur-alpin.fr/billetterie/ Esplanade de Grenoble (38)

1er & 2 juillet : Fête du Travailleur catalan : débats, stands associatifs, concerts avec notamment Mouss & Hakim et Jahneration. Bon de soutien : 25 € les 2 jours (jusqu'au jeudi 30 juin auprès des militants communistes et à la maison des communistes - 04 68 35 63 64). Route interplage, Argelès sur Mer (66)

9, 10 & 11 septembre : Fête de l'Humanité dans un nouveau site ! Elle se déroulera sur la « Base 217 », au Plessis-Pâté (91). Bons de soutien à 35 € en vente auprès des camarades.

1er & 2 octobre : Fête fédérale des Hautes-Pyrénées, plus d'informations à venir.

Jusqu'au 19 septembre : Exposition *Josep Bartoli, les couleurs de l'exil*, sélection de plus de 150 oeuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

RETOUR DE L'UNIVERSITÉ PERMANENTE À PARTIR DU 11 JANVIER À L'ESPACE NIEMEYER :

7 juin : *Guesde et Jaurès, deux méthodes du socialisme*, avec Jean Numa Ducange.

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE

MANIFESTATIONS du 1er Mai, dans toute la France

Un 1er Mai militant

Ce 1er Mai avait encore une fois une saveur particulière. Après le 1er Mai confiné de 2020, ce 1er Mai 2022 arrive une semaine après un 2nd tour de l'élection présidentielle qui a vu l'extrême droite plus proche que jamais d'accéder au pouvoir, puis finalement défaite par le sursaut démocratique qui a conduit à la réélection d'Emmanuel Macron pour un nouveau quinquennat. Loin d'être une validation de son programme et de ses projets pour la France, sa réélection n'est que le signe que les Français ne souhaitent toujours pas mettre l'extrême droite à la tête du pays. Suite à l'élection présidentielle, et en attendant les élections législatives, le 1er Mai était cette année combatif, mais également joyeux et fraternel. Dans les fédérations, les camarades ont non seulement renoué avec la vente de muguet mais aussi avec les repas ou les soirées festives qui suivent la vente du muguet et les manifestations. Les cortèges étaient remplis de drapeaux rouges, avec des camarades venus en nombre pour manifester, dire leur colère contre Macron, mais également leur détermination à ne rien laisser passer pendant ce quinquennat. Plus que jamais, la lutte continue ! ✪

Léna Mons

Accord entre la France insoumise et le PCF pour les prochaines élections législatives

La France insoumise et le PCF se sont rencontrés ce mardi 3 mai dans le cadre de la préparation des prochaines élections législatives. Nous avons convenu des points d'accords suivants dans la continuité des échanges ayant déjà eu lieu depuis deux semaines entre la France insoumise et le PCF.

1) Nous voulons faire élire des député·e·s dans une majorité de circonscriptions, pour empêcher Emmanuel Macron de poursuivre sa politique injuste et brutale (RSA sous condition de travail gratuit et retraite à 65 ans) et battre l'extrême droite. Les 12 et 19 juin, par leurs votes, nous proposons aux Françaises et aux Français de mettre en place un large rassemblement s'appuyant sur la dynamique de la campagne présidentielle ouvrant la voie à une majorité à l'Assemblée nationale. Dans cette perspective, le Premier ministre serait issu du plus grand groupe à l'Assemblée, soit Jean-Luc Mélenchon.

2) Pour le permettre, nous souhaitons fédérer sur la base d'un programme ambitieux toutes les forces qui le partagent, en respectant leur pluralité et leur autonomie. Pour la clarté, nous souhaitons le faire autour d'une bannière commune : "Nouvelle union populaire, écologique et sociale". Pour faire vivre la pluralité, nous construirons un parlement de campagne rassemblant les forces politiques et des personnalités du monde syndical, associatif, culturel, intellectuel. La majorité pluraliste que nous voulons constituer reposera sur des groupes parlementaires de chacune des composantes et se dotera d'un intergroupe pour compléter et poursuivre après l'élection ce travail commun.

3) Nous partageons des objectifs programmatiques communs qui constitueront la base d'un programme partagé de gouvernement de plusieurs centaines de propositions.

Nous défendrons notamment :

- La hausse immédiate du Smic à 1 400 euros net et des salaires, le retour à la retraite à 60 ans pour toutes et tous, la garantie d'autonomie pour les jeunes, le blocage des prix sur les produits de première nécessité et l'éradication de la pauvreté.
- La reconquête des services publics et de nouvelles créations d'emplois publics : dans la santé avec la fin des déserts médicaux ; dans l'éducation avec la gratuité réelle de l'école et des cantines ; dans le transport et le fret ferroviaire, avec la réouverture des petites lignes ; la construction de logements publics aux normes écologiques, l'encadrement des loyers à la baisse.
- La renationalisation d'EDF, d'ENGIE, des autoroutes et des aéroports.
- De nouveaux droits d'intervention et de décision des salariés dans les entreprises.
- La justice fiscale : rétablissement de l'ISF, taxation du capital au même niveau que le travail et lutte contre l'évasion fiscale.
- La formation d'un grand pôle public financier avec la nationalisation de banques généralistes, dans l'objectif d'assurer la transformation sociale et écologique de la France.
- Une véritable planification écologique et démocratique, par l'application de la règle verte.
- L'instauration d'une 6e République pour en finir avec la monarchie présidentielle et introduire des droits nouveaux pour les citoyens, notamment le référendum d'initiative citoyenne.
- La désobéissance aux règles de l'Union européenne qui seraient en contradiction avec l'application de notre programme, en se libérant du carcan budgétaire, des directives d'ouverture à la concurrence, et en introduisant un principe de non-régression sociale et écologique; la construction d'un nouveau projet au service de la construction écologique et sociale
- Une diplomatie au service de la paix, préservant l'intégrité territoriale de tous les pays, grâce à des coopérations altermondialistes, en solidarité avec les peuples, pour un monde qui respecte les droits humains, la démocratie et lutte contre le dérèglement climatique.

4) Pour que cet accord soit efficace et pour répondre à l'immense attente de nos concitoyen·ne·s, nous nous donnons tous les moyens pour que les discussions entamées avec les autres forces aboutissent et nous nous appuierons sur les mobilisations populaires. En finalisant cet élargissement au plus vite, nous pourrions tenir un événement commun de lancement le samedi 7 mai. ✪

Pour une union populaire de la gauche et des écologistes rassemblés !

Déclaration du Comité exécutif national du PCF

À l'issue du second tour de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron s'apprête à engager la politique de régression sociale la plus grave de ces dernières décennies en portant notamment à 65 ans l'âge de départ en retraite ou en conditionnant le RSA à une obligation de travail. Quant à l'extrême droite, son poids renforcé pourrait conduire à l'entrée au Parlement de dizaines de députés portant des projets racistes, xénophobes et antisociaux menaçant les principes fondamentaux de la République.

Les Français et les Françaises, le monde du travail et de la création, la jeunesse, les millions d'abstentionnistes, ont besoin d'une perspective d'espoir. Ils attendent dès le mois de juillet des avancées concrètes, immédiates, pour leur vie quotidienne. Ils attendent qu'on mette enfin les formidables richesses du pays au service de l'emploi, de l'augmentation des salaires, des pensions et de meilleures conditions de travail. Ils veulent des réformes heureuses, positives, de progrès et de justice sociale.

Ces changements sont possibles si toutes les forces de gauche s'unissent pour présenter des candidatures communes dans toutes les circonscriptions du pays. C'est pourquoi les communistes veulent construire cette union et sont plus que jamais déterminés à un accord de toutes les forces de gauche, La France insoumise, le Parti communiste français, Europe Écologie Les Verts, le Parti socialiste.

Après plusieurs jours d'échange avec nos partenaires, nous constatons que les propositions de La France insoumise qui a la responsabilité première de permettre ce rassemblement n'ont pas permis à cette heure d'atteindre notre objectif partagé d'une nouvelle majorité de gauche.

C'est la raison pour laquelle, nous rendons publiques aujourd'hui les propositions suivantes susceptibles de permettre la conclusion d'un accord. Celui-ci nécessite la tenue dans les meilleurs délais d'une réunion commune de nos quatre formations politiques qui n'a pas encore eu lieu à cette heure plutôt que dans des réunions bilatérales distinctes.

Nous proposons une coalition de forces sans hégémonie et un label commun qui reflète l'expression de notre diversité, par exemple : l'union populaire de la gauche et des écologistes rassemblés.

Nous proposons un programme partagé de gouvernement à partir du texte l'Avenir en commun enrichi des propositions de toutes les forces, dont celles du programme « La France des jours heureux ».

Nous proposons un accord national de présentation de candidat·e·s communs, à parité, qui permettront à notre coalition d'obtenir une majorité à l'Assemblée pour répondre aux exigences qui s'expriment ; qui donne la garantie à chacune des forces de cette coalition de pouvoir constituer un groupe, ce que vient de réaffirmer Jean-Luc Mélenchon, et alors que ce n'est pas le cas dans l'état actuel des propositions ; qui assure une représentation nationale à chacune des forces. Cet accord doit leur permettre de contribuer, grâce à des personnalités reconnues pour leurs engagements de terrain, aux nécessaires conquêtes de circonscriptions.

En ce sens, aux côtés de nos députés sortants, nous avons proposé de nouvelles candidatures en capacité de l'emporter face à La République en marche ou au Rassemblement national dans plusieurs circonscriptions, à l'image de Nicolas Sansu dans la 2e circonscription du Cher, de Michèle Picard dans la 14e circonscription du Rhône, de Pierre Labriet dans la 2e circonscription de l'Isère, de Jean-Marc Lespade dans la 2e circonscription des Landes, de Christophe Faverjon dans la 4e circonscription de la Loire, de Marianne Margaté dans la 7e circonscription de Seine-et-Marne, de Paul Planque dans la 4e circonscription du Gard, Patrick Soloch dans la 19e circonscription du Nord, de Jean- Marc Tellier dans la 3e circonscription du Pas-de-Calais, de Sébastien Laborde dans la 11e circonscription de Gironde, de Yasmine Boudjenah dans la 11e circonscription des Hauts-de-Seine, de Didier Lekiefs dans la 2e circonscription de la Haute-Vienne, de Sébastien Rehibi dans la 3e circonscription de Meurthe-et- Moselle, de Carine Delahaie dans la 11e circonscription du Val-de-Marne.

Ces victoires seront essentielles pour obtenir une majorité de gauche à l'Assemblée nationale.

Nous appelons les millions de nos concitoyennes et concitoyens qui veulent le changement à appuyer la construction de cette coalition de forces dans toutes les circonscriptions du pays et à se saisir de la campagne des élections législatives des 12 et 19 juin prochains pour la concrétiser. ✪

Paris, le 30 avril 2022

Le Comité exécutif national du PCF

Le droit à la mobilité

Le collectif « Mobilités » du PCF se réunit environ tous les deux mois, ce depuis plusieurs années. Plus de 50 adhérents y ont participé durant la dernière période, chaque réunion réunissant environ une vingtaine de personnes. Nous traitons de tous les modes de transport, de la marche à pied au train, en passant par l'automobile, le vélo, les transports publics,...

Le secteur des transports est historiquement très investi par les militants communistes qui sont présents en nombre parmi les salariés des entreprises de transport. Notre collectif comprend des militants intéressés par ces questions, des militants salariés dans les entreprises de transport, en particulier la SNCF et la RATP, des responsables fédéraux et des élus en charge des mobilités dans différents niveaux de collectivités. Je suis administrateur d'Île-de-France Mobilités comme l'était Pierre Garzon, co-animateur du collectif. Fabien Guillaud-Bataille, également administrateur d'IDFM y participe très régulièrement, comme Jean-Luc Gibelin, vice-président en charge des transports de la région Occitanie, ou Cyril Cineux, adjoint au maire de Clermont-Ferrand et spécialiste de la gratuité des transports.

Un moment important de notre collectif a été l'élaboration de la contribution du PCF en 2017 à la Loi d'orientation des Mobilités, loi structurante pour la politique d'État. Notre parti a été le seul avec les Verts à proposer une contribution dans ce débat. Nous avons également alimenté la campagne de Fabien Roussel en élaborant des propositions pour pouvoir se déplacer sans polluer.

Le secteur des transports en France est aujourd'hui le premier secteur émetteur de carbone dont le dérèglement climatique est une conséquence directe. À cela s'ajoute l'enjeu de santé publique : le transport est un des principaux émetteurs de polluants atmosphérique qui entrainent 40 000 décès par an à l'échelle du pays. Par ailleurs, les déplacements occupent une place prépondérante dans nos quotidiens : les Français consacrent plus d'une heure par jour et 15 % de leurs revenus pour se déplacer.

Dans ce contexte, nous défendons le droit à la mobilité comme moyen d'émancipation fondamental de toutes et tous, quel que soit son niveau de revenu ou son lieu d'habitation. Aussi les réponses à l'urgence environnementale doivent conjuguer social et écologie : Fin du monde, fin du mois même combat. Nous défendons la nécessité pour l'État d'investir massivement pour faciliter l'accès aux modes de transports les moins polluants.

Nous proposons ainsi d'investir 15 milliards d'euros supplémentaires chaque année pour améliorer et développer les infrastructures de transports. L'objectif est de moderniser et développer le réseau ferroviaire, des lignes à grande vitesse aux lignes de desserte fine du territoire, de développer un réseau de 100 000 km de pistes cyclables dans tout le pays pour faciliter les déplacements du quotidien en vélo sur de courtes distances et de créer une aide de 10 000 € pour l'acquisition de voitures moins polluantes. En parallèle de ces investissements, nous proposons de consacrer 10 milliards supplémentaire par an pour instaurer la gratuité des transports en commun dans toutes les agglomérations, réduire de 30 % le prix des billets de train et garantir la prise en charge à 50 % des trajets domicile-travail en TER.

Notre originalité dans ce débat est de proposer des solutions claires de financements. Nous proposons de taxer fortement les trajets en jet privés et les grosses voitures de luxe qui sont des modes parmi les plus polluants et réservés aux ultra-riches. Nous proposons aussi de taxer les activités qui encouragent l'usage de la voiture comme les parkings d'hypermarchés et de bureaux. Nous pensons enfin que les bureaux des villes et territoires les plus aisés du pays devraient être taxés bien plus fortement : lorsqu'une entreprise choisit de payer 4 fois plus cher ses locaux le long des Champs-Élysées pour le prestige, elle a largement les moyens de contribuer à la solidarité nationale et au développement des transports les moins polluants. ✪

Jacques Baudrier
Collectif PCF mobilités

Les armes ne feront jamais cesser le feu !

La guerre qui engage la Russie contre l'Ukraine depuis plus de 60 jours atteint un nouveau stade faisant peser le risque de voir éclater un conflit mondial. À l'initiative des États-Unis, une quarantaine de pays dont la France et l'Allemagne se sont accordés le 26 avril dernier sur l'envoi d'armes lourdes à l'armée ukrainienne.

Cette action coordonnée vers l'armement montre une inscription dans la durée de la guerre et l'incapacité à trouver une issue pacifique au conflit. Pire, elle fait peser le risque d'une troisième guerre mondiale : pour la Russie, cet envoi d'armes s'apparente à une déclaration de guerre des pays de l'OTAN.

La Russie a d'ailleurs confirmé ce vendredi l'envoi de deux missiles sur Kiev, la capitale ukrainienne, dans l'objectif de détruire des centrales électriques et les ateliers de l'entreprise spatiale Alstom. Ces faits se sont produits pendant la visite du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Nous condamnons fermement la Russie et les frappes de missiles envoyées sur Kiev.

Nous dénonçons la participation de la France dans l'envoi d'armes : Les armes ne font pas cesser le feu.

Plutôt que de participer à la course à l'armement, la France doit travailler à obtenir un cessez-le-feu immédiat, le retrait des troupes russes et l'ouverture des négociations pour la paix sous l'égide de l'ONU.

La France doit être extrêmement ferme sur ce plan et mettre tout en œuvre pour préparer la paix. Le pays doit travailler dans un cadre multilatéral avec les Nations unies à un nouveau traité de sécurité collective en Europe incluant les États européens dont la Russie. La France doit travailler à bloquer les actifs des oligarques russes et à stopper tout business dans les paradis fiscaux afin d'obtenir un cessez-le-feu. ✪

Jeanne Péchon
secrétaire nationale de l'UEC

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

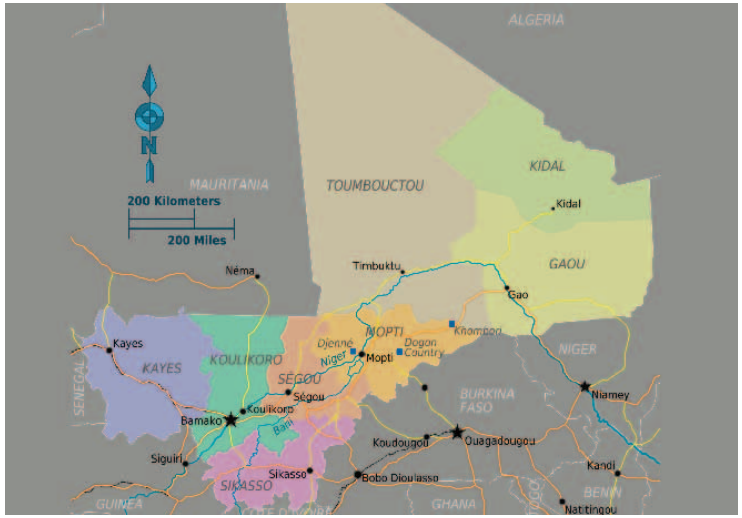
CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Opération militaire à Moura au Mali

Toute la lumière doit être faite

Le procureur du tribunal militaire de Mopti, au Mali, a décidé d'ouvrir une enquête sur l'opération menée par l'armée malienne accompagnée, selon des témoins, par des combattants étrangers de type européen, dans la période du 23 au 31 mars 2022, dans la zone du village de Moura, dans le cercle de Djenné (région de Mopti), qui a fait plusieurs centaines de victimes, afin d'établir si des civils y ont été délibérément pris pour cibles en dépit des lois de la guerre. C'est la première fois que les autorités maliennes lancent une telle procédure puisque, jusqu'ici, les procureurs militaires traitaient uniquement des affaires de droit commun impliquant des militaires.



Cette décision a été saluée par les associations de la société civile qui estiment, à juste titre, qu'à côté du recours, qui reste indispensable à l'instrument militaire contre les groupes djihadistes, le volet judiciaire, le volet pénal et la lutte contre l'impunité ont été trop souvent négligés. Il serait souhaitable que, parallèlement à l'enquête diligentée par les autorités maliennes, puissent se dérouler les investigations de la Minusma et/ou de toute autorité judiciaire indépendante comme le demandent ces associations. Cela paraît d'autant plus réaliste et faisable que récemment, les autorités maliennes ont accepté de mener, conjointement avec les autorités mauritaniennes, une enquête sur les allégations d'exactions qui auraient été commises par les FAMa (Forces armées maliennes) et leurs partenaires russes à l'encontre de ressortissants mauritaniens.

Plus de 5 000 Maliens, soldats des armées locales ou bien civils, ont été tués depuis 2015 : plus de 4 000, pour la seule année 2020, dans la région de Mopti, et plusieurs centaines de milliers de déplacés dans la sous-région.

La situation humaine, politique et économique du Mali s'aggrave. C'est dans ce contexte de déstabilisation sociale et politique que les islamistes salafistes continuent de développer leur sinistre entreprise.

Quels que soient les acteurs de ce conflit, la protection des civils doit être placée au cœur des solutions mises en œuvre pour résoudre la crise multidimensionnelle qui touche le Sahel.

Le PCF souhaite que la France appuie les demandes de la société civile s'agissant de l'opération de Moura, dont il s'agit d'établir si ce sont ou non des crimes de guerre. La France ne devrait en aucun cas chercher à instrumentaliser la recherche de vérité sur cet événement pour maintenir le régime des sanctions envers le Mali qui vient, d'ailleurs, d'être déclaré illégal par la cour de justice de l'UEMOA. Elle le doit d'autant moins qu'elle-même est, à juste titre, mise en cause par le rapport de l'ONU, rendu fin mars 2021, sur la frappe aérienne de l'armée française le 3 janvier 2021 contre des civils réunis pour célébrer un mariage dans le village de Bounti au centre du Mali.

Dans le même esprit, il sera indispensable de faire toute la lumière et la vérité sur les nombreux morts et blessés relevés après les manifestations contre des convois de l'armée française à Kaya au Burkina Faso et à Tera au Niger. Malgré les demandes légitimes d'acteurs locaux

relayées par les parlementaires communistes, Pierre Laurent et Jean-Paul Lecoq, rien n'a été fait en ce sens par les autorités françaises.

La protection des droits humains ne peut souffrir deux poids–deux mesures, ni continuer d'être le prétexte d'une ingérence occidentale, française en particulier, au Mali, au Sahel, ni où que ce soit dans le monde. Si la France prétend défendre les Maliennes et Maliens de l'insécurité et de la violence djihadistes, elle leur doit la vérité, la justice et le respect de la souveraineté de leur pays. ✪

Collectif Afrique
PCF, Paris, le 25 avril 2022

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Rachel Ramadour, Léa Mons.
RÉDACTION : Gérard Streiff **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
Mèl : communistes@pcf.fr
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA